

Le Brésil de Lula, quel espoir ?

Depuis le premier janvier 2003, le Brésil a pour président un ancien ouvrier, Luis Inacio da Silva, surnommé Lula. Lula a eu une enfance complètement misérable. Il a connu non pas la faim, mais la famine, vécu dans un bidonville obligé de travailler très jeune, de grandir sans un père qui, quand il le retrouvera plus tard, s'avère un tyran alcoolique qui brutalise ses enfants. (selon le livre "Lula" de Christian Dutilleux)

Lula est longtemps resté ouvrier tourneur, dans l'industrie métallurgiste. Plus tard, il est devenu contremaître. Enfin, il s'est distingué comme dirigeant syndical, alors que le pays est sous une dictature militaire. C'est sous cette dictature qu'il fonde avec d'autres un nouveau syndicat, la CUT, et un jeune parti qui s'intitule fièrement le Parti des Travailleurs, le PT. Lula militait dans la ville de Sao Bernardo, dans la banlieue de Sao Paulo, au sein du syndicat métallurgiste.

Pour des dizaines de millions de gens, l'arrivée de Lula est un événement. Jamais un homme se disant de gauche n'a gouverné le Brésil de toute son histoire. C'est la première fois que la direction du pays n'est pas remise à un homme de "bonne famille". Pour ces millions de gens le PT est le parti le plus proche de leurs problèmes, et c'est le moins corrompu. Et Lula qui a eu une telle enfance, un tel parcours, connaît mieux que quiconque leurs soucis, leur réalité.

L'espoir, à la veille de l'arrivée de Lula au pouvoir, est immense au Brésil. Mais il ne durera que quelques mois. Avant la fin de l'année, ce sera le doute, puis le scepticisme, enfin la déception, avec de la résignation pour beaucoup, la révolte pour certains.

Nous allons tenter de voir cette histoire, qui concerne près de 180 millions d'habitants directement, et plus largement aussi l'ensemble des opprimés de la planète. Que s'est-il passé ? Lula a-t-il trahi son camp, ses engagements. Ou bien n'a-t-il pu appliquer son programme ? Et dans ce cas, pourquoi ? Lula a-t-il joué un double jeu, dans le simple but de parvenir au pouvoir ? Les choses peuvent-elles encore changer ? Est-il finalement impossible de changer le monde ? Voilà aussi les questions que nous allons nous poser à travers cette histoire.

* * *

Le pays, le Brésil, est immense. Plus de 15 fois la superficie de la France. Une population de 180 millions d'habitants. La moitié sont des Blancs, que l'on retrouve seuls à posséder les terres, parmi les fonctionnaires, dans les professions libérales. 10% sont des Noirs, qui vivent surtout dans les régions agricoles du Sud, relativement modernes. 1% sont des Indiens, dont une partie survivent dans la forêt amazonienne, et où il subsiste des restes de sociétés sans Etat.

Tout le reste, soit près de 40% de la population, sont des métis. Métis de Blanc et de Noir, qu'on appelle mulâtre, ou encore de Noir et d'Indienne, appelé zambos. Le Brésil connaît la plus grosse population métissée au monde.

Le Brésil appartient au Tiers-Monde, mais dans le Tiers-Monde, il fait figure de pays "émergent", presque d'un pays riche. En tout cas, c'est une puissance à l'échelle de l'Amérique du Sud. Avec la 5ème superficie du globe, et la 6ème population mondiale, il a aussi la 9ème économie, en première place donc derrière le fameux G7 ou G8 des pays riches.

Enfin, ce pays est très divers selon les régions. Il donne l'impression d'une juxtaposition de différents pays forts différents. Pour simplifier, on peut distinguer trois Brésil : le Brésil riche, au Sud, où se trouvent la plupart des grandes industries. Le Brésil pauvre au Nord Est : c'est lui qui fournit de la main d'œuvre très bon marché pour les industries du Sud. Enfin, le Brésil presque vide du Centre et de l'Ouest. C'est une des rares régions au monde où il reste d'importantes zones encore vierges de tout système d'exploitation. Mais ce Brésil-là est grignoté à grande vitesse. Un seul chiffre : 160 km² de forêts sont détruits chaque jour.

La société brésilienne est très inégalitaire, et très violente. On y compte 45 000 meurtres par an, 10% du total de la planète. Au Brésil comme dans la plupart des pays du Tiers-Monde, le problème de la terre n'a pas été réglé. Ici, 40 000 gros propriétaires de terres détiennent la moitié des terres cultivables du pays. Des terres sont occupées par les miséreux dans des centaines d'endroits. Et cela se solde chaque année par des centaines de morts, tués par les milices armées des propriétaires. En même temps, une classe ouvrière industrielle importante existe, capable de grèves et de luttes de classe.

Au Brésil, l'injustice est criante. Les favelas, bidonvilles qui entourent les grandes villes, font face aux immeubles luxueux. Le Brésil est une bombe sociale. Cette violence et cette violente disparité sociale sont des sous-produits de la pauvreté, pire de l'extrême misère qui règne pour des millions de gens. Et cette extrême misère vient de toute une histoire, celle de l'exploitation depuis l'arrivée des Blancs en l'an 1500. Celle des modes domination et de leur histoire durant ces siècles. Lula au gouvernement, c'est le dernier épisode de cette histoire, qui mérite qu'on s'y arrête un peu.

Le Brésil a été découvert par hasard, par erreur, par les Portugais, qui cherchaient, en 1500, une route pour commercer par mer avec l'Inde. Les premiers Portugais qui décident de s'installer là ne trouvent que le bois comme motif à leurs intérêts. Puis leurs enfants commencent à chasser les Indiens, c'est ainsi qu'on appelle les Indigènes, comme on chasse un sanglier, pour en faire des esclaves. Une vieille tradition qui subsiste encore aujourd'hui dans les régions mal contrôlées par l'Etat.

Finalement, il apparaît que les Indiens, habitués à vivre sans contrainte, sans Etat, font de mauvais esclaves. Les Portugais se mettent alors à importer des Noirs, pour les faire travailler sur des plantations de canne à sucre. Ces Portugais ne sont pas les seuls Européens à jouer les premiers colonisateurs dans la région. Il y a des Français, par exemple, à l'embouchure de l'Amazone. Mais ils sont chassés par les Portugais en 1615.

A peine deux ans après la découverte des Amériques, le pape avait décidé d'une grande ligne de partage des terres qui seraient découvertes, entre les deux grandes puissances européennes de l'époque, le Portugal et l'Espagne. Le traité de Tordesillas, en 1494, donnait donc avec la bénédiction divine, tout ce qui se trouve à l'Est du méridien 50, reliant grosso modo Belem à Porto Alegre, au Portugal. Et tout ce qui se trouverait à l'Ouest irait à l'Espagne et ses conquistadores.

Les Espagnols vont choisir d'administrer leurs colonies de manière délocalisée, en créant de nombreux Etats, qui seront à l'origine des Etats actuels. Le Portugal, au contraire,

fait le choix de vouloir créer un empire unique, basé sur l'idée de refuser tout morcellement. D'où ce Brésil actuel énorme, en comparaison des autres pays de la région.

Cette double offensive de l'Espagne et du Portugal va être une calamité pour les populations d'Amérique latine. Car les deux puissances se retrouvant en concurrence dans la même région, se lancent tout de suite dans une course effrénée pour s'appropriier l'espace disponible, donc maîtriser et dominer les populations. Le degré de violence utilisée vient aussi de cette concurrence. Le bilan est effrayant : les populations indigènes sont massacrées en grand.

A partir de 1550, un tournant a lieu. L'Eglise catholique décide à Valladolid que les Indiens, du moins ceux qui subsistent, doivent être préservés, car, juge-t-elle, ce sont des êtres humains. Et elle invite les exploiters du travail humain à utiliser désormais comme esclaves les Noirs, qu'on peut faire venir d'Afrique, et qu'elle considère comme plus proches du monde animal.

Jusqu'aux années 1650, le Brésil sera le premier producteur de sucre. Le sucre est alors un produit de luxe, payé à prix d'or en Europe. Et c'est pourquoi le Brésil sera aussi le premier acheteur d'esclaves, avec le chiffre de 4 millions. Il faut de la main d'œuvre pour préparer les terrains, planter, récolter, transporter la canne, puis la moudre et la raffiner. Les propriétaires des terres et des raffineries de sucre vivent dans l'opulence la plus ouverte. A côté d'eux, chez les miséreux, naît une coutume terrible, qui existe encore paraît-il, celle de manger de la terre : *"le manque de fer, explique Eduardo Galeano, entraîne l'anémie, et l'instinct pousse les enfants du Nord-Est à compenser avec de la terre les sels minéraux qu'ils ne trouvent pas dans leur nourriture normale, réduite à de la farine de manioc, des haricots noirs et, les jours de chance, du tasajo (viande séchée)."*

Dans les années 1650, les révoltes d'esclaves de plus en plus nombreuses vont contribuer à tourner la page du sucre. D'autant que l'on découvre de l'or dans le Minas Gerais. Tout ce Nord Est sucrier, autrefois terre fertile et riche, est abandonné à l'état de sol nu et rocailleux. L'exploitation coloniale du sucre a tué la terre.

L'or devient la nouvelle richesse. Mais cet or ne produit rien. Il part au Portugal. Et même au Portugal, il file entre les doigts de cette puissance désormais passée au second plan. Ce sont maintenant les Pays Bas, et bientôt l'Angleterre qui vont dominer le capitalisme marchand. Par la piraterie, puis par des moyens économiques légaux, l'Angleterre s'accapare une grosse part de l'or destiné officiellement au Portugal. Le commerce portugais est de fait contrôlé par les Anglais, et c'est à Londres qu'atterrit l'or du Brésil.

A la fin des années 1700, les mines du Brésil étaient épuisées. La page de l'or tournée à son tour, le Minas Gerais n'avait plus en souvenir, que d'immenses excavations, et des dizaines de villes minières abandonnées.

L'Amérique du Sud, et le Brésil avec elle, a donc connu bien avant le reste du monde, que ce soit l'Afrique et l'Asie, les ravages créés par la prise des possessions coloniales, qui aboutira en Europe, après la course des années 1880-1910 à la première guerre mondiale. Et l'Amérique du Sud va connaître bien plus tôt également la décolonisation, ou plus exactement les diverses formes de décolonisation.

Là où l'Afrique et l'Asie devront attendre les années 1945 à 1960, le continent sud-américain, lui, gagne ses indépendances presque un siècle et demi plus tôt, entre 1800 et 1820. Argentine en 1816, Colombie en 1819, Pérou, Mexique et Venezuela en 1821, obtiennent leur indépendance par la force, contre la volonté de l'Espagne.

Mais dans le cas du Brésil, les choses se passent différemment. Il se produit quelque chose d'étonnant. En 1808, devant l'arrivée de Napoléon, le roi du Portugal décide de fuir l'Europe, et d'aller vivre dans sa colonie, le Brésil. Il emmène avec lui une partie de son administration, et abandonne de fait le Portugal. Arrivé là, il abolit le pacte colonial.

Ce pacte colonial avait instauré un monopole de tout le commerce du Brésil en le réservant au seul Portugal. Désormais, tous les navires peuvent accoster et commercer leurs marchandises, en échange d'un droit de douane fixé au départ à 24% de la valeur de la marchandise. Dès 1810, l'Angleterre, ennemie principale de la France, et puissance capitaliste en plein essor, obtient que ce taux soit abaissé pour les Anglais à 15%.

Par cette réduction, le Brésil va devenir aux yeux des Français une quasi colonie de l'Angleterre. En 1822, l'indépendance est proclamée. Les Anglais vont faire construire au Brésil, sous cette indépendance, des chemins de fer, pour faciliter l'importation de leurs produits fabriqués dans les usines d'Angleterre, en échange de l'exportation de matières premières et des produits alimentaires du Brésil.

L'Angleterre, c'est les USA de l'époque. Elle est capable de maintenir son propre empire colonial, occupé territorialement, comme c'est le cas en Inde. Mais elle n'est pas gênée de soutenir dans le même temps, chaque fois que l'occasion se présente, les luttes ou les volontés d'indépendance dans les colonies de leurs adversaires, Portugal, Espagne, France. Et dans ce cas, c'est avec la force économique de leurs capitaux qu'ils pénètrent l'économie et imposent leur domination, au nom du "libre échange" et de la "liberté".

En fait de liberté, le Brésil va voir l'essentiel de ses productions se ramener à une seule, le café. Le Brésil du 19ème siècle, c'est celui du café. Il rapportera des fortunes aux propriétaires des grandes fazendas, fermes immenses où le latifundo installe y compris prison et hôpital, se constituant son propre Etat à lui seul. En 1888, l'esclavage est aboli. Mais cette abolition ne donne rien à l'esclave. C'est alors que se créent les premières favelas, ces bidonvilles accrochés sur les pentes de Rio notamment, où vivent les miséreux libres du capitalisme montant.

L'Angleterre perd sa place de numéro un mondial avec la première et surtout avec la seconde guerre mondiale, et ce sont les Etats-Unis qui la remplacent. La première guerre mondiale, c'est justement ce qui fait décoller pour la première fois le Brésil économiquement : la guerre impose de gros besoins, alors que les combats ravagent une partie des usines sur le continent européen. Se développent ainsi grâce à la guerre des industries alimentaires, textiles) De plus, les capitalistes américains, soucieux d'éviter de payer les droits de douane, décident d'aller implanter des filiales de leurs usines sur place dans un certain nombre de domaines : la chimie, la pharmacie, l'automobile.

Le Brésil va ainsi connaître une première vague d'industrialisation et de développement du capitalisme moderne, de 1914 à 1930. Ensuite, il y aura la crise de 1929. Il faudra attendre à nouveau une guerre, la seconde catastrophe mondiale, pour que la machine retrouve son élan. Cette fois, le Brésil est très prisé pour son caoutchouc, car les plantations

d'Asie du Sud Est ont été prises par les Japonais. Et grâce à cette guerre, une nouvelle période de boom économique s'ouvre au Brésil, et durera jusque 1960.

Le Brésil est donc entré dans le monde moderne par une sorte de pirouette de l'histoire. En fait, c'est le monde moderne qui est entré au Brésil, par la force de l'histoire et de l'économie capitaliste. Mais les anciens tenants du pouvoir, eux, n'ont jamais abdiqué, ils n'ont jamais été mis de côté. Du coup, le Brésil cumule deux sortes de problèmes sociaux : d'une part, ceux que l'on connaît en Europe, et qui sont liés à l'exploitation de la classe ouvrière face à un patronat capitaliste. Mais il reste en même temps des problèmes qui datent... de plusieurs siècles. Galeano explique dans son ouvrage "*Les veines ouvertes de l'Amérique latine*", qui date de 1971, que dans ce fameux NordEst, ce n'est pas dans les régions les plus arides que la misère est la plus grande, contrairement à ce que l'on pourrait penser. Non, c'est sur la côte, là où il reste encore des terres fertiles, que l'on crève de faim. Parce que c'est là que se trouvent les latifundia d'aujourd'hui, qui ne sont que la poursuite des anciennes propriétés coloniales.

Car la logique du latifundo sucrier, puisqu'il en reste tout de même, c'est de ne rien produire d'autre que du sucre dans la région qu'il contrôle. Et rien non plus qui se mange. C'est le meilleur moyen d'avoir à sa disposition une population affamée, prête à accepter ses conditions, pour travailler son sucre. Alors, ce qui se mange, il faut le faire venir de loin, à des milliers de kilomètres de là, et cela coûte cher, même si cela vient du Brésil. Galeano donne l'exemple de haricots noirs qui coûtent plus cher dans le misérable Nordeste que sur la plage luxueuse d'Ipanema, à Rio.

Galeano parle du Nord comme d'un gigantesque "*camp de concentration pour 30 millions d'habitants*", où il est courant que les parents doivent vendre en prostitution leurs fillettes de 10 à 12 ans. Le droit de cuissage existe en beaucoup d'endroits. Et le système politique est à l'image de cette situation.

En fait, il y a deux systèmes politiques au Brésil, comme il y a deux systèmes d'exploitation, l'un féodal et colonial, l'autre capitaliste et industriel. et soi-disant moderne. Pendant longtemps, les seuls à s'accaparer le pouvoir ont été les "*coronels*". Le coronel, c'est la figure du grand propriétaire terrien qui est en même temps chef politique. Il s'assure les voix de la population de sa région en échange de promesses, un petit emploi à untel, un dentier à celui-ci, une bourse d'études au fils de tel autre.

C'est en réalité le pouvoir du dominateur lui-même sur sa région. L'Etat central, il existe certes, puisqu'on l'a vu, il est de tradition depuis des siècles de souhaiter l'unité du Brésil, mais il doit être au service du pouvoir local. C'est ainsi que le voient les gros propriétaires de terres. Pendant longtemps donc, les partis politiques sont à la botte de ces "*coronels*", et le système clientéliste une seconde nature du monde politique brésilien.

Seulement voilà. Le pouvoir central finit par leur échapper, et passe, avec le développement des villes et de l'industrie, à de nouvelles couches dirigeantes. A partir de 1930, l'exode rural devient important. En vidant en partie les campagnes, il accroît le pouvoir de la ville. Mais s'ils se concurrencent, et si les bourgeois et les fonctionnaires des villes se

montrent les des vieilles manières de faire des gros propriétaires, ils n'iront jamais jusqu'à entrer réellement en lutte contre eux.

Vieilles familles terriennes comme jeunes loups du commerce ou de l'industrie ont en commun la peur du pauvre, de l'exploité, si nombreux et si fortement opprimé au Brésil. Alors, les nouvelles élites dénonceront en paroles les vieux, plus par peur que leur système n'explose, et avec d'abord le calcul de gagner à leur place les postes et les pouvoirs qu'ils auront perdu.

Jusqu'en 1930, les quatre cinquièmes de la population vivent dans de grandes fazendas, et sont directement soumis à l'autorité des grands propriétaires terriens. Les élections se font au scrutin public. Les administrations restent sous le contrôle étroit des grands seigneurs régionaux. Les gouvernements des États sont les porte-parole de leurs intérêts et le choix du président de la République dépend d'eux.

Certains verront la victoire des élites des villes avec l'arrivée, par un coup d'Etat en 1930 de Getulio Vargas. Vargas inaugure un régime de type populiste. En 1935, Vargas mate dans la répression une rébellion qualifiée de tentative de coup d'Etat communiste dans l'Etat de Rio. Mais Vargas use d'un langage ouvrieriste : son parti s'intitule le PTB, parti travailliste brésilien. En 1937, Vargas décrète l'Estado novo : aux patrons, il impose le salaire minimal, à l'Etat il fait mettre en place la sécurité sociale, et au peuple il enlève le droit de grève, et aussi le droit d'élection, sous prétexte que c'est la racine du pouvoir de l'aristocratie terrienne. La stratégie de Vargas est de favoriser un syndicalisme contrôlé par l'Etat, et de ne tolérer que lui. Pendant la seconde guerre, le Brésil de Vargas se range du côté des alliés.

Le Brésil n'est pas seul à connaître le populisme. Le Mexique, et plus que tout autre l'Argentine, connaît Peron à la même époque. Les trente années qui suivent la crise de 29 connaissent alors une chasse aux anciens militants politiques, anarchistes, socialistes, communistes, qui sont parfois même envoyés en Europe. Le populisme abat ce pluralisme politique ouvrier, et le remplace par un syndicalisme rouge de l'Etat.

Pendant des décennies, les ministres vont se suivre sans jamais pouvoir commencer à régler le problème de la terre. Des millions de paysans crient famine, parce qu'ils ne possèdent pas leur lopin de terre. En fait, le système latifundiaire résiste, et personne ne s'y attaque pour de bon.

En 1964, le Brésil va connaître un nouveau choc politique. Ce sont cette fois les enjeux de la guerre froide, c'est-à-dire de la guerre menée par l'impérialisme contre l'URSS et contre les mouvements communistes, qui vont entrer en jeu. Après la crise des fusées à Cuba en 1962, suite également à un mouvement de contestation dans l'armée brésilienne, avec la création de comités de soldats et de marins, le Pentagone décide de modifier radicalement ses appuis politiques en Amérique latine.

Les USA décident dans les faits de ne plus laisser faire l'aristocratie terrienne, comme cela avait été le cas jusque là. Ils font le choix de lui préférer l'armée. Cette décision va être mise en œuvre sur l'ensemble du continent sud-américain, de manière concertée, avec des formes plus ou moins violentes.

En 1964, le président Goulart, dénoncé comme "marxisant", est renversé par l'armée. En fait, Goulart est un nationaliste, proche de Vargas, avec lequel il a collaboré. Goulart est

un vieux politicien, tout sauf communiste, comme l'en accuse l'armée. Parvenu à la présidence en 1961, il a décidé certaines nationalisations, et annoncé qu'il faudrait faire une réforme agraire. Mais tout cela n'était plus du tout au programme des Américains.

Le Brésil en aura pour 20 ans de dictature militaire, jusqu'en 1985 ! Sous la direction de l'armée, l'économie du pays change encore : une industrie moderne, privée, a été développée, et le pays s'est ouvert aux filiales étrangères. Le Brésil est devenu la 8ème puissance économique du monde, la première du Tiers-monde, au point de faire peur à son vieux concurrent régional, l'Argentine, qui le dépassait entre les deux guerres.

Mais ses maladies sont toujours là. Le pays est endetté jusqu'au cou vis-à-vis des banques étrangères. En 83, cette dette est la plus grosse du monde. Et surtout, rien, absolument rien n'a été réglé quant au régime de la propriété des terres. Si une bureaucratie s'est largement développée dans les villes, dans les campagnes, rien n'a bougé : le clientélisme est toujours là. Pire, il s'est peut-être aggravé dans les régions les plus pauvres, au Nord.

C'est dans ce contexte, lors des dernières années de cette dictature militaire, que se constitue le PT, le Parti des Travailleurs. Les travailleurs en question, ceux qui en tout cas viennent travailler dans les villes et les banlieues de plus en plus énormes du Brésil, sont poussés à fuir la campagne par la misère et la faim. Il ne s'agit pas d'une classe ouvrière qui proviendrait d'un changement progressif, et de travailleurs passant du statut d'artisan à celui de prolétaire. C'est une masse hétérogène, sans conscience, qui se forme assez brutalement.

Alors qu'en Europe, au 19ème siècle, les anciens artisans poussés par l'industrialisation avaient le sentiment, en devenant ouvrier, de voir leur place et leur rôle social se dégrader, dans le cas du Brésil du 20ème siècle, c'est un peu le contraire qui se produit. Ces anciens paysans sans terre vivent leur entrée dans l'usine comme une promotion sociale ; ils ont l'impression de monter la première marche de la hiérarchie sociale. Et ils aspirent déjà à ressembler à la classe moyenne.

De ce point de vue, cette catégorie peut être caractérisée comme une aristocratie ouvrière de pays pauvre. De plus, cette classe ouvrière nouvelle, à la différence des couches ouvrières constituées entre les deux guerres, est vierge politiquement. Les vieux opposants politiques sont sous les verrous, réduits au silence. La dictature de 1964 a surpris le PC brésilien, qui s'est effondré. Les syndicats ont été détruits, ne laissant place qu'au syndicat officiel. Des petits groupes, et la dissidence maoïste du PC do B se sont lancés dans une tentative de lutte armée : ils ont été impitoyablement pourchassés, et éliminés.

Cette nouvelle classe ouvrière, catholique, apolitique, submerge l'ancien prolétariat qui a connu les idées communistes ou socialistes, et qui a été éduqué par des générations de militants anarcho-syndicalistes, puis communistes. Ce sont des usines de 10 000, 20 000 ou 30 000 travailleurs qui se sont montées, dans la sidérurgie, l'automobile, le pétrole, la chimie, l'aéronautique, les télécommunications.

A la fin des années 1970, cette nouvelle classe ouvrière est entrée en lutte. C'est presque naturellement que le monde ouvrier découvre les moyens de sa lutte : la grève, la manifestation, sont des évidences en ville, dans des usines où elle est concentrée. Et naturellement, cette lutte s'oriente pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. En

soi, cela n'a rien de révolutionnaire. Cela ne peut modifier la société, sauf à remettre en cause le système d'exploitation lui-même, le salariat. Or cette contestation nécessite à son tour de remettre en cause la puissance et la richesse accumulées des classes sociales qui se partagent le pouvoir. C'est donc la grande propriété privée, qu'il s'agisse de terres, mais aussi d'usines, de capitaux, qui doit être mise en cause.

Tout le problème est donc celui des idées politiques qui soutiennent ces luttes. Or, au Brésil, à ce moment, on voit trois courants se développer, tous unis pour dire qu'il faut en finir avec le syndicat officiel, sa bureaucratie, son inefficacité. Un courant est lié à l'Eglise catholique, et il est proche de la "théologie de la libération". Un autre, plus traditionnel, est l'héritier de la social-démocratie traditionnelle européenne. Enfin, on trouve également des courants qui, eux, se disent révolutionnaires : guévaristes, maoïstes, trotskystes.

Mais ni les militants catholiques de gauche de la théologie de la libération, ni les intellectuels social-démocrates, ne souhaitent un programme communiste. En fait, les idées de ces courants, les plus nombreux, correspondent aux aspirations des Brésiliens arrivés au monde ouvrier dans les années 1960 à 1980. Non seulement chaque ouvrier se voyait marcher vers une vie de futur col blanc, mais le pays tout entier se voyait également accéder au rang de pays riche, et d'en finir avec le statut de pays dominé par le capital étranger.

Ces deux aspirations étaient intimement mêlées : nationalisme et montée dans la pyramide sociale. Mais vouloir monter dans la pyramide sociale, cela est contradictoire avec vouloir supprimer la pyramide sociale. Sans doute existait-il aussi des fractions de la population aspirant à une telle solution. Mais ce sont les ouvriers organisés, concentrés, une partie aussi des classes moyennes alliées avec eux, les fonctionnaires, qui ont donné le ton, imposé leur vision, et le PT est d'abord leur organisation.

Le PT a été constitué fin 1979, début 1980. Cinq ans donc avant la fin de la dictature des militaires sur le Brésil. Ses fondateurs souhaitaient créer un outil politique qui relaye les revendications syndicales de la CUT, la Centrale unique des travailleurs, qui veut échapper à la main mise de l'Etat sur les syndicats régnant depuis... les années 1930.

Parmi les fondateurs du PT, on trouve des gens d'origine populaire, des militants contre la dictature. Dirceu, qui sera secrétaire général du PT, présidait l'Union générale des étudiants. Jeté en prison, il sera échangé avec d'autres contre l'ambassadeur américain que des guérilleros ont pris en otage. Envoyé à Cuba, il y prépare une révolution guévariste au Brésil. Vingt des 28 membres de son groupe y laisseront la vie. Dirceu était membre de l'EIT, l'Entente internationale des travailleurs, à laquelle est rattachée le PT trotskyste français.

Marina Silva, vice présidente de la CUT de Xapuri, est une ancienne seringueira. Elle était forcée dès son enfance à saigner les hévéas dans la jungle pour récolter le latex. Elle commencera à apprendre à lire et à écrire à 16 ans, passera ensuite une licence d'histoire.

Benedita da Silva est la première Noire à entrer au Sénat, en 94, et sera ensuite élue vice-gouverneur de l'Etat de Rio. Elle a été élevée dans une favela, dans une famille de 14 enfants, où 6 sont morts en bas âge. Elle travaille à l'âge de 7 ans, comme vendeuse de 4 saisons, puis fait des ménages. Elle aidera à la fondation de nombreuses organisations de défense des droits de la femme, des Noirs, des gens des bidonvilles.

Mercadante est une universitaire ; José Geznoino est comme Dirceu un ancien dirigeant étudiant, lié à la guérilla des années 70. Maria Supplicity, maire de Sao Paulo (2002) est une psychanalyste, mariée à un sénateur qui a fait fortune dans l'agro-alimentaire. Lula, pour sa part, appartient à la tendance "Articulation" du PT. C'est la plus modérée.

Si ces militants éprouvent le besoin de créer un nouveau parti, c'est que le parti d'opposition en place, le MDB, est lui aussi douteux voire compromis. Si on y trouve quelques députés liés à la classe ouvrière, qui viennent des PC illégaux, il comprend également à côté d'eux nombre de latifundiaires, des banquiers, des hommes d'affaires. Tout comme les coronels, ils font la loi dans leur ville ou leur région.

Le PT, le "Parti des Travailleurs", ne se dit ni socialiste, ni communiste. Il se dit dès le début pour le retour à un système politique démocratique, et pour l'indépendance syndicale vis-à-vis de l'Etat. Son premier congrès a lieu en juin 90 seulement, 5 ans après la fin de la dictature. Et le suivant 9 ans plus tard, en 99. La direction comprend peu d'ouvriers, Lula est l'un des rares. Les ouvriers, le PT en a, ils se trouvent aux postes de commandes de la centrale syndicale, la CUT. La plupart des militants révolutionnaires, les trotskystes en tout cas, participent à la construction du PT.

Le parti se dit démocratique. Et c'est un fait qu'il a une pratique particulière : le choix des candidats aux élections se fait en assemblée générale, au vu et au su de tous les membres. Mais cette pratique va s'effiloche au fil des années. En 1992, le parti inaugure la pratique de pré élections, qui ont lieu par vote secret cette fois. Le prétexte est de faire voter plus de monde.

Le PT fait également le choix délibéré et revendiqué de présenter des petits bourgeois ou des membres issus des classes moyennes, plutôt que des gens issus des milieux les plus populaires, lorsqu'il s'agit de poste d'un certain niveau de responsabilité. En 85, le secrétaire général du PT le justifie en disant : "*Comme les ouvriers se sentent incapables, il leur semble que des gens comme eux seront aussi incapables de résoudre leurs problèmes*". Et la candidate du PT à Sao Paulo pousse le bouchon un peu plus loin : "*Je suis venue de la classe patronale, de la bourgeoisie, dit-elle, je suis au PT. Par mon profil, je suis en mesure d'administrer Sao Paulo d'une manière qui n'a jamais existé*".

Si le PT est le parti des travailleurs, il ne leur donne donc pas le pouvoir. Pire, il va dans le sens du poil le plus réactionnaire, et au lieu d'élever la conscience, il l'abaisse. Cette attitude à elle en fait, à nos yeux, un parti bourgeois sur le fond. Si nous appelons bourgeois un comportement qui, à l'époque où la bourgeoisie est la classe dominante le monde, s'aligne sur l'idée que les hommes doivent être soumis à des êtres qui leur seraient supérieurs.

Le PT est donc dès le départ un parti électoral réformiste. Les réunions de ses directions sont consacrées à préparer les tactiques et les alliances électorales. L'espoir proposé à la population est entièrement placé sur le terrain électoral. Et en respectant les procédures et les échéances officielles.

Le PT se montre faible devant ses tendances de droite, et dur envers tout ce qui vient de la gauche et l'extrême gauche. Cela pousse une partie des militants à mettre une sourdine, voire à s'aligner. A la fin des années 80, la direction lambertiste, proche de la IVème

Internationale liée au PT français, l'OSI, qui publie O Trabalho, rallie ouvertement la direction du PT et la tendance Lula.

En 92, l'appareil s'en prend à un autre courant trotskyste, Convergence socialiste, lié à la LIT, la Ligue internationale des Travailleurs. Ce courant souhaitait que le PT réclame publiquement la démission de Collor, alors que les gens manifestent pour cela dans les rues. Collor est accusé de corruption : des dépôts bancaires ont été faits sur les comptes de sa famille et de ses secrétaires.

Mais la position du PT est qu'il ne faut pas donner l'impression qu'on force la main à la Commission parlementaire qui enquête sur les accusations portées sur Collor. Finalement, Collor est viré, mais Convergence socialiste aussi.

Par contre, lorsqu'il a affaire à un litige avec un élu qui tire à droite, le PT tempore. En cas de conflit, cet élu menace de quitter le PT, et le PT s'incline : il y va, dans sa logique, de ses voix, de ses postes, des fonds qui vont avec.

Très vite, le PT connaît des succès électoraux. Il a d'abord des députés. En 86, Lula, ouvrier métallurgiste né dans le Pernambuco, est élu député fédéral à la Constituante. Puis il commence à gagner, à partir de 88, des municipalités importantes. Ce sera Sao Paulo et Porto Alegre. Sao Paulo est une ville de 10 millions d'habitants. Ce succès est en réalité le meilleur moyen pour les possédants de s'assurer de l'innocuité, de la non dangerosité de ce parti, qui est tout de même issu de la classe ouvrière, et de la lutte de classes.

La gestion d'une grande ville comme Sao Paulo, ou ses banlieues, offre au parti des moyens financiers, humains, des relations, des pouvoirs considérables. Désormais, les appareils de permanents, et une partie même des militants va vivre bien plus de cet apport, et en en dépendant directement, que de l'appui ou du soutien de la base populaire du parti. Une partie des membres deviennent de nouveaux notables, des professionnels des appareils municipaux ou régionaux, et c'est eux qui déterminent la politique.

Dans une ville comme Santo André, 700 000 habitants, dans la banlieue industrielle de Sao Paulo, il y a (selon Lutte Ouvrière) 6500 fonctionnaires qui dépendent de la mairie, et 320 sont nommés par le maire. Cela donne des pouvoirs. Cela implique également le parti dans la gestion de la société telle qu'elle est. Désormais, les militants et les courants qui agissent au sein des municipalités, qui jouent le jeu de la gestion même à cette échelle, se retrouvent à disposer d'une force qui les fait monter dans la hiérarchie des valeurs et ce, contre les militants qui ont une autre vision, et veulent rester dépendants de la population. Le parti est définitivement engagé dans la voie bourgeoise.

En 92, Luiza Erundina, maire de Sao Paulo depuis 88, brise des grèves, notamment dans les autobus, à coups de licenciements, d'arrestations et de charges de police. En récompense de ce comportement hautement responsable aux yeux de l'Etat, elle sera nommée en 93 secrétaire d'Etat à l'administration fédérale. Le secrétaire général du parti propose alors qu'on suspende, pas qu'on expulse, qu'on suspende Erundina qui fait carrière dans les ministères, alors que le PT n'est pas au gouvernement. Finalement, elle est suspendue pour une durée d'un an. Lula proteste, et déclare que s'il n'en tenait qu'à lui, elle a toute sa place au

parti. En 2001, le gouverneur PT du Rio Grande do Sul envoie la police contre une grève des enseignants. Cela lui fera perdre les élections suivantes.

Mais le PT a aussi une force qui vient de son origine populaire. Et des militants honnêtes tentent de faire autre chose. Ainsi, à Porto Alegre, région sous l'influence de la tendance Démocratie socialiste, avec son maire Raul Pont (en 98) qui en est un des dirigeants. Démocratie socialiste est la section brésilienne de la IVème Internationale trotskyste liée à la LCR française. Ces militants mettent en place le "budget participatif" : l'on fait discuter par des assemblées de quartiers les priorités concernant les investissements sociaux de la municipalité, et celle-ci s'engage ensuite à les appliquer. Certes, cela ne concerne pas tout le budget, et encore moins toute l'économie, mais ce peut être un bon début et un apprentissage pour la population, à condition que les militants aient cette volonté.

Et puis, il nous faut dire aussi deux mots de deux autres mouvements, apparus dans la foulée du PT et de la CUT. C'est le Mouvement des Sans Terre, le MST, et le MTST, le mouvement des sans toit. Le MST est né en 1984, peu avant la fin de la dictature. Son programme, c'est la réforme agraire : une terre à chaque famille qui n'en a pas. On estime à 12 millions leur nombre actuel. Le MST obtient que la constitution de 1988 inscrive noir sur blanc cette réforme.

Le MST est lui aussi influencé en grande partie par des militants de la théologie de la libération. Il organise des occupations de terres à l'abandon, ou sur lesquelles porte un litige juridique, et en profite pour installer des centaines, voire des milliers de gens affamés, qui n'ont rien. En 97, le MST organise une marche en direction de la capitale, qui regroupe 35 000 personnes, et aura une forte sympathie populaire.

Le MTST a été fondé avec la bénédiction de l'épiscopat, plus récemment, en 1994. Sa spécialité est d'occuper des terrains sur lesquels règne un flou juridique, ou une menace de faillite. Et là, vont s'entasser des centaines de personnes dans des taudis de planches et de bâches. Les affiches du PT sont plus rares dans ces endroits.

Gilson Oliveira, jeune Noir membre de la Coordination d'un de ces campements, dit à la veille de l'élection de Lula qu'elle "*ne représente pas grand chose, car le PT s'est allié à la bourgeoisie*". "*Les sans toit qui ont leur carte d'électeur vont logiquement voter Lula, mais s'il le faut, quel que soit le président, on descendra dans la rue pour canaliser l'indignation du peuple. Peut-être que le recours aux armes sera la solution finale ?*"

A Sao Paulo, on compte 380 000 familles qui vivent dans les bidonvilles, et 420 000 appartements vides.

La première fois que Lula se présente à des présidentielles, c'est en 1989. Il obtient au second tour 31 millions de voix, face au candidat de droite, Collor, qui ne le bat qu'avec 35 millions. Lula fait surtout des voix dans les villes. En 1994, c'est Cardoso qui devient président, avec 54% des voix, contre 27% à Lula. Cardoso est un des fondateurs du PSDB, parti de la social-démocratie. En 1998, au lendemain de la crise économique mondiale qui a fait le tour de la planète, et vient de ravager le Brésil après l'Asie du Sud Est, Cardoso obtient sa réélection avec 54%, mais la gauche monte, et Lula est maintenant à 32%.

Le monde politique brésilien s'accorde à penser que l'arrivée de Lula au pouvoir est inéluctable. Comment Lula lui-même et son parti s'y préparent-ils ? Et comment le monde politique en place réagit-il ?

En 1991, Lula avait reçu Mario Amato, le président de l'équivalent du MEDEF français Mercadante avait expliqué : *"La capacité d'entreprendre des hommes de la ligne de front de l'initiative privée est décisive pour l'avancement de n'importe quelle société. Tenter de dépasser le marché, à travers l'Etat, c'est condamner à l'échec n'importe quel projet d'organisation de la société"* Et en 94 : *"Qui veut produire aura l'appui du gouvernement, car nous ne nous opposons pas à qui veut gagner de l'argent, mais nous voulons qu'ils en gagnent en créant de l'emploi"*.

Mais les choses sérieuses vont avoir lieu au cours de l'été 2002, quelques mois avant la présidentielle. En juin 2002, les marchés financiers se déchaînent au Brésil. Ils jouent le réal à la baisse, et revendent tous ce qu'ils ont de réals, en échange de dollars. La monnaie nationale s'effondre.

Selon des représentants du patronat brésilien, cette attitude n'est pas fondée sur l'état de l'économie réelle. C'est une attaque politique, un avertissement et une mise en condition. Les marchés craignent que Lula, s'il est élu, refuse d'honorer tout ou partie des dettes extérieures et intérieures du pays. En 1989, Lula disait à ce sujet : *"Nous allons suspendre le paiement de la dette extérieure. Dans un pays où la population a faim, nous ne pouvons nous payer le luxe de remplir le ventre du banquier au détriment du ventre de nos enfants"*. Mais en 1998, Dirceu avait clairement corrigé : *"Si Lula est élu, il honorera tous les contrats et accords de dette du pays"*.

Lula déclare donc que s'il est élu, il maintiendra l'excédent budgétaire fixé par le gouvernement et respectera les engagements du Brésil. L'endettement public total du Brésil est de 240 MM \$ (55% du PIB). Profitant de l'aubaine, le président en place Cardoso en rajoute sur la menace que représente Lula et déclare : *"Le Brésil peut devenir l'Argentine"*. Cette déclaration aggravant la situation, c'est le patronat brésilien, inquiet de la tournure des événements, qui le force à revenir sur ce qu'il a dit. Et Cardoso : *"n'importe quel candidat de l'opposition respectera les engagements du Brésil"*. Mais le mal est fait.

Et la spéculation "politique" continue. Pire, à Washington, le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill, joue le même jeu que Cardoso, et laisse entendre qu'il ne soutiendrait pas une demande d'aide financière supplémentaire du FMI au Brésil. Cette fois, ce sont les banquiers et autres investisseurs qui obligent à un changement de ton, car ils craignent qu'en allant trop loin, on se retrouve dans une situation où, effectivement, le Brésil ne puisse plus rembourser sa dette. Car pour rembourser sa dette, le Brésil doit ré'emprunter au FMI ! Le secrétaire américain au Trésor se calme donc et explique : *"Pour clarifier mes propos, je tiens à dire que le gouvernement brésilien met en œuvre les politiques économiques permettant de répondre à ses difficultés actuelles"*. Enfin, Alan Greenspan, président de la banque centrale des USA (Réserve fédérale), affirme que *"le problème du Brésil est 100% politique"*.

Résultat de toute l'opération, qui consistait à inquiéter au moins les classes moyennes pouvant voter Lula : les sondages lui donnent 4% en moins d'intentions de vote. La situation se détend alors, et les marchés financiers lâchent les basketts au réal.

En fait, tout s'est passé comme si les marchés intervenaient avec leurs capitaux pour faire baisser la force électorale dont disposera Lula s'il est élu. Ils veulent bien d'un Lula au pouvoir, mais il doit être suffisamment affaibli.

Et c'est ce qui se produit sur le plan politique. Lula signe un accord avec un parti ouvertement de droite, le PL, Parti libéral. Son dirigeant, le riche industriel et sénateur José Alencar, se retrouve candidat au poste de vice-président. Le PT n'admettait jusque là la possibilité d'alliance qu'avec le Parti communiste du Brésil. C'est une démonstration de Lula vis-à-vis de toutes les couches sociales. Il se démarque de l'image radicale qu'il peut encore avoir du fait de l'origine du PT. Lula refroidit d'avance les plus radicaux de ses électeurs qui pourraient croire à l'arrivée du grand soir avec son élection. D'avance, il leur enlève un espoir trop fort, dont il ne veut pas.

En même temps, il prépare de manière concrète et sérieuse la future gestion du gouvernement du Brésil, une affaire gigantesque. Lula n'est pas du monde du capital. En la personne d'Alencar, il trouve un relais qui prépare le terrain à la gestion, qui ne s'improvise pas, du monde des affaires. Il y faut des connaissances, des liens financiers, et leur confiance.

José Alencar est propriétaire du groupe textile Coteminas. Dans l'immédiat, il se charge de faire affluer vers le PT les soutiens financiers venant du patronat, et qui sont essentiels pour faire la différence dans la campagne électorale. C'est également un moyen de rendre dépendant le PT du patronat, en faisant payer son arrivée à la présidence par la grande bourgeoisie.

6 des 22 députés fédéraux du PL sont membres de l'Eglise universelle du royaume de Dieu. Cette église est la plus prospère des églises évangéliques du Brésil. Son député Antonio Medeiros a créé le syndicat Force syndicale, opposant de la CUT. De son côté, le PL se venge de Cardoso, qui n'avait pas voulu de lui dans la coalition au pouvoir.

En octobre 2002, l'économiste César Benjamin fait une analyse intéressante, publiée dans un journal de Sao Paulo, qui prédit que le PT ne pourra pas changer sur le fond la situation sociale au Brésil. César benjamin est lui-même membre du PT. Il explique que le programme du PT ne parle que de retoucher les revenus et leur distribution. Or, dit-il, au Brésil, il y a un passif énorme, et la concentration des richesses déjà accumulées est tellement inégale que changer seulement la distribution de ce qui revient à chacun, n'y changera pas grand chose. Selon lui, au Brésil, "*la concentration des richesses -soit les biens fonciers : immeubles, usines, terres...- l'emporte sur celle des revenus. Les deux sont liées car les détenteurs de la richesse se trouvent en meilleure position pour produire des revenus, et vice-versa. On estime que 1% de la population brésilienne détient 53% environ des richesses du pays*" Et il conclut : "*Toute politique qui se contente de gérer les revenus sans toucher à la répartition des richesses se révélera tout à fait insuffisante, voire sans effet*" (Caros Amigos) Ce que dit César benjamin est vrai. Mais il faut ajouter que le PT ne prévoit même pas de changer de beaucoup la distribution des revenus. Il ne touchera pas à ce qui part au capital financier, qu'il soit brésilien ou étranger, et bien peu à la distribution habituelle des revenus entre les classes sociales. Il y touchera à la marge, pour quelques pour cent, voir des dixièmes de pour cent.

Il faudrait également ajouter que ce problème se pose en fait partout, pas seulement Brésil, et y compris dans les pays impérialistes comme la France. Là aussi, en même temps que l'on devrait toucher à la répartition internationale, il faudrait remettre en cause les puissances financières dues à l'accumulation de l'exploitation sur des siècles que les pauvres et les opprimés n'ont pas réussi à empêcher.

La 4^e tentative de Lula sera la bonne. En octobre 2002, il est en tête au premier tour, avec 46% contre 23% pour José Serra. Et les législatives qui ont lieu le même jour font du PT le premier parti du Brésil, mais avec seulement 91 députés sur 513 sièges. L'entrée en fonction de Lula aura lieu officiellement au 1er janvier 2003.

Lors de son premier discours, Lula déclare : *"L'espérance a vaincu la peur. Le Brésil a voté sans crainte d'être heureux"*. Il félicite *"le peuple pour l'extraordinaire spectacle démocratique qu'il vient de donner"*. *"Le chemin vers la présidence a été dur, mais ce que nous avons fait jusqu'à présent a été plus facile que ce qui nous reste à faire. La partie difficile commence maintenant"*. Il convie *"dès aujourd'hui tous les hommes et femmes de ce pays, tous les entrepreneurs, tous les syndicalistes, tous les ouvriers et tous les paysans à construire le pays"*. Sur une chaîne câblée Globo News, il répète qu'il respectera les engagements internationaux du Brésil. Et il ajoute *"les marchés doivent savoir que les Brésiliens ont besoin de manger trois fois par jour. Beaucoup de monde, au Brésil, a faim"*.

Dès ce mois de janvier 2003, Lula lance une *"caravane de la faim"*, qui va dans les favelas du Nordeste. Il y emmène avec lui 29 ministres et secrétaires d'Etat. Les gens viennent le remercier de s'être déplacé là, ce qu'aucun politicien n'a jamais fait. Le 30 janvier, Lula lance le programme *« Faim zéro »* qui vise à éradiquer en quatre ans la malnutrition dont 46 millions des 170 millions de Brésiliens sont victimes. Mais il ne dote ce programme que d'un budget de 500 millions d'euros. En fait, il compte procéder à des distributions d'urgence aux plus nécessiteux, avec des aliments offerts par les entreprises. Pour éviter les détournements de fonds, habituels, il fait mettre en place une carte magnétique personnelle donnant droit à l'achat d'aliments, pour 15 à 45€.

Lula fait réajuster le salaire minimum, mais de manière à peine symbolique : le SMIC brésilien passe de 200 à 240 réals, soit de 62,5 à 75 €. Cela ne fait que rattraper à peine l'inflation des 12 derniers mois. Le président du syndicat des métallos le justifie : *"il faut stabiliser une économie étranglée avant de pouvoir prendre une autre direction"*. A la base, aussi, on accepte, patiemment : Joao Martinho, employé chez Volkswagen depuis 19 ans : *"On ne fait pas de miracle d'un jour à l'autre. D'ailleurs, je n'ai jamais cédé à l'euphorie, bien que j'aie toujours voté pour lui. La grande différence avec les gouvernements précédents, c'est que Lula n'ignore rien des problèmes des travailleurs. Il faut faire preuve de patience"*.

Seul le mouvement des Sans terre ose braver l'état de grâce et reprend ses *"occupations de propriétés improductives"*, 100 jours après l'élection. Lula fait un discours condamnant les actes de violence dans les campagnes. Quelques heures après, trois sans terre ont été assassinés, le 21 mai 2003. Lula a choisi comme ministre de la réforme agraire Miguel Rosetto. Celui-ci appartient au courant du PT intitulé Démocratie et socialisme, section brésilienne de la IV^eme Internationale à laquelle appartient la LCR française. Olivier Besancenot dit : *"On est allé voir ensemble les sans-terre à Porto Alegre"*.

Mais Lula s'en tient strictement au programme de réforme agraire de son prédécesseur, le social-démocrate Cardoso, ni plus ni moins. Il prévoit la distribution aux paysans sans terre des exploitations laissées en friche par leurs propriétaires. En fait, le gouvernement prévoit la distribution de lots à 37 000 familles d'ici fin 2003. Le MST estime à 90 000 familles regroupées dans 650 campements. Au moins 4 millions de familles sont candidates à un lopin de terre.

Vis-à-vis du capital international et du FMI, Lula donne des gages. Il décide d'augmenter l'excédent budgétaire, hors service de la dette, de 3,75% à 4,25% pour 2003, ce qui va l'obliger à réduire au maximum l'investissement de l'Etat. Le gouverneur de la banque centrale élève le taux directeur de 25 à 26,5%, ce qui est un cadeau fait aux banques et à la spéculation. Enfin, en gage de bonne gestion de son administration, le gouvernement ampute d'office de 10% tous les budgets publics déjà votés. Le Brésil devient l'élève modèle du FMI.

Lula donne la tête de la banque centrale brésilienne à un banquier, et le Ministère du développement, de l'industrie et du commerce à un PDG, celui de la plus grosse entreprise agroalimentaire du pays. Enfin, l'agriculture est confiée à l'ancien dirigeant du business de ce secteur.

Dès le mois de mai 2003, une opposition se développe dans le PT. C'est que le gouvernement a deux projets de réforme qui hérissent les fonctionnaires. Il s'agit d'une réforme de l'impôt (hausse des impôts sur les plus hauts revenus, lutte contre l'évasion fiscale), et d'une réforme des retraites (amputation des retraites) et de la sécurité sociale. Les députés Joao Fontes et Luciana Genro sont exclus du groupe parlementaire du PT, pour avoir diffusé une vieille K7 où Lula dit le contraire de ce qu'il est en train de faire.

En juin, les patrons manifestent à Brasilia contre le gel des commandes publiques et le coût élevé du crédit, qui profite aux banquiers et aux spéculateurs. En 6 mois de gouvernement Lula, il y a 600 000 chômeurs de plus au Brésil. Privés de bourse, des milliers d'enfants cessent leurs études pour subvenir aux besoins familiaux. En 6 mois encore, 10 militants du MST ont été assassinés, au cours de 110 occupations. C'est sans doute le fait de l'UDR, Union démocratique ruraliste, association de propriétaires qui use de milices armées pour ses intérêts.

Le problème numéro un, celui de la terre, n'avance pas. Le 24 juin, Lula annonce le déblocage de 1,8 milliard € destinés à de petits agriculteurs et "*assentados*" (bénéficiaires de la réforme agraire). Mais fin août, les autorités n'ont remis des terres qu'à 6% des 60 000 familles qui devaient s'en voir attribuer cette année-là. Pour le dirigeant du MST Stedile, "*le gouvernement Lula a été incompetent, dépourvu d'expérience face à la bureaucratie*". Pour nous, aucun gouvernement ne peut se passer de bureaucratie, et le seul moyen de ne pas passer par une bureaucratie est de faire une confiance entière au peuple, de lui demander d'agir par lui-même.

Lancé en octobre 2003, le programme Bolsa Familia, distribue donc des cartes alimentaires et des allocations aux familles les plus pauvres, à condition qu'elles scolarisent leurs enfants et qu'elles tiennent à jour leurs vaccinations : 4 millions de familles sont concernées, et l'objectif est de passer à 11 millions d'ici à 2006. Cela coûte 0,5% du PIB, une goutte d'eau sur l'ensemble des dépenses sociales (éducation, santé, logement, sécurité sociale et aide sociale, assurance chômage, soit 25% du budget total)

En décembre 2003, une crise politique éclate dans le PT. 4 opposants à la réforme de la sécu et des retraites sont exclus : 3 députés et une sénatrice, Héloïse Helena, (trotskyste de la même tendance que Rosetto). Une grève générale avait eu lieu sur ce plan en juillet-août. La majorité du PT vote une motion de soutien total au gouvernement. : *"Le PT n'a pas vacillé et ne peut vaciller dans son soutien au gouvernement"*.

La politique antidrogue du gouvernement reste aux mains des militaires, ce qui est critiqué par Luiz Eduardo Soares, ancien secrétaire national à la sécurité publique, démissionnaire du PT. Il accuse le gouvernement de ne rien faire contre la criminalité énorme, alors que des municipalités de gauche, administrées par le PT (Diadema) ont su faire des choses. le taux d'élucidation des crimes par la police reste dérisoire, 4% à Rio, 12% à Sao Paulo, 1% selon certains. Ces meurtres touchent essentiellement les jeunes, les Noirs, les pauvres. La police ne sait que protéger le patrimoine des possédants. Il y a 56 polices différentes au Brésil, et chacune garde son réseau de pouvoir, ses fonctionnements différents, isolés.

Le bilan économique officiel pour 2004 est très bon pour un regard capitaliste : une croissance de 5,2%, au lieu d'une récession de moins 0,2% en 2003. C'est le meilleur résultat depuis 10 ans. L'OCDE applaudit : *"Le gouvernement est parvenu de façon remarquable à respecter ses objectifs budgétaires, même dans des conditions difficiles"*.

S'appuyant sur ce résultat, Lula décide de ne pas reconduire la signature de l'accord annuel avec le FMI. Lula déclare : *"En communiquant au FMI que nous ne reconduisons plus l'accord, nous l'avons fait avec la sérénité d'un gouvernement qui a conquis le droit de marcher sur ses propres pieds, grâce à l'effort de tout le peuple brésilien. Tout le monde sait que le Brésil a fait faillite trois fois. L'accord avec le FMI a apporté le soutien nécessaire à notre survie. Maintenant que nous avons décidé de ne pas le renouveler, nous allons démontrer que nous pouvons suivre notre propre orientation"*. (mars 2005)

Joli coup politique de la part de Lula : il se donne des airs d'intransigeance radicale avec le FMI. En réalité, il en est le complice. Il veut démontrer qu'il fera ce que veut le FMI, mais sans signature. Le directeur général du FMI Rodrigo Rato, déclare que le fonds *"soutient pleinement la décision des autorités brésiliennes"*. Même l'opposition de droite soutient cette décision du gouvernement. En clair, tout le monde a compris que Lula ne signe pas, pour être plus à l'aise avec son propre camp, calmer les grèves syndicales et l'opposition de gauche. Lula n'est plus un bon élève du FMI, il devient un élève exemplaire.

Effectivement, la centrale unique des travailleurs, la CUT applaudit. Son président Luiz Marinho déclare que cette décision *"donne le sentiment d'un réalignement du président Lula sur ses engagements historiques à l'égard des mouvements sociaux"*. Et il ajoute *"Nous avons toujours eu horreur des pratiques du FMI"*. Dans un documentaire fait sur lui, Lula dit qu'il ne s'est jamais fait au bleu de travail, mais qu'il s'est vite senti à l'aise en complet veston. Effectivement.

Lula ne ment pas, donc. Il mène la seule politique possible lorsqu'on provient de couches populaires : il doit démontrer et re démontrer sans cesse aux classes dominantes, tant dans le pays qu'à l'échelle internationale, qu'il est loyal envers elles. Et dans le même temps, il ne cesse de faire des gestes en direction des pauvres, moitié pour les faire patienter, moitié pour les calmer.

Pour certains, avec un peu de chance, leur sort va bouger. Il semble que ce soit le cas par exemple pour les Indiens des tribus amazoniennes. Il est vrai qu'ils ne sont que 400 000. Mais la vie qui est faite à ces privilégiés est seulement une intégration au monde capitaliste bourgeois tel qu'il est, avec ses inégalités et ses injustices, des gens en dessous de soi, et d'autres au-dessus. Nulle égalité là-dedans.

Le problème est qu'au Brésil, comme dans la totalité des pays du Tiers-Monde, les inégalités et les injustices sont massives, graves, au point de mettre en péril la vie même des populations. Et à cette échelle-là, le réformisme d'un Lula ne sert à rien. Lula est-il sincère ? Il l'a sans doute été. L'est-il encore ? Nous n'en savons rien. Ce que l'on peut voir, c'est que le système l'utilise, de toute manière, pour gagner du temps.

Entre les années 1980 où le PT, le MST et la CUT ont été construits, et les années 2005, voire 2010 où l'on pourra juger de l'efficacité de ces politiques et en tirer les bilans, il se sera passé 25 ans. Vingt cinq ans où les espoirs ont été placés dans une politique et un objectif illusoires. Vingt cinq ans pendant lesquels les masses n'auront pas laissé exploser leur colère, au risque de tout renverser. Vingt cinq ans de gagnés pour les profits et la survie d'une société intolérable.

Le pire, c'est qu'après de tels investissements, -car des milliers de militants, des milliers de gens se sont complètement investis dans cette expérience-, c'est bien souvent la désillusion, la résignation, l'acceptation de son sort, et le laisser faire envers les vieux partis, auxquels on assiste.

avril 2005